



SECRETARIAT

AS/Jur (2022) CB 07

8 septembre 2022

Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Carnet de bord de la réunion tenue à Berne, Suisse le 5 septembre 2022¹

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Berne (Suisse) le 5 septembre 2022, sous la présidence de M. Damien Cottier (Suisse, ADLE), en ce qui concerne :

- **Allocution de bienvenue** : a entendu une allocution de bienvenue et les interventions du Président du Conseil des États, M. Thomas Hefti (Parlement suisse) et de M. Damien Cottier, Président de la délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire ;
- **Rapport de mission à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de sa sous-commission ad hoc chargée d'effectuer une visite d'information en Ukraine afin de recueillir des informations sur d'éventuels crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis pendant la guerre d'agression lancée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine** : a tenu un échange de vues et a décidé de déclassifier le [rapport](#) de mission, a accepté de prendre en considération le rapport de mission pour le futur rapport sur les « Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » (Rapporteur : M. Damien Cottier (Suisse, ADLE) ;
- **Prévenir la discrimination vaccinale** (Rapporteuse : Mme Thórhildur Sunna Ævarsdóttir, (Islande, SOC) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution et un projet de recommandation ;
- **L'impact des restrictions imposées à l'occasion de la covid-19 sur l'espace et les activités de la société civile** (Rapporteuse : Mme Margreet De Boer, Pays-Bas, SOC) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution et un projet de recommandation ;
- **Renvois transmis à la commission**

- **Nomination d'un·e rapporteur·e pour avis :**

La lutte contre les SLAPP: un impératif pour une société démocratique ([Doc. 15419](#))
(la rapporteure précédente, Mme Alexandra Louis, France, ADLE, a démissionné en tant que rapporteure)

Rapporteur pour la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias : M. Stefan Schennach (Autriche, SOC) : a nommé M. Davor Ivo Stier (Croatie, PPE/DC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;

¹ Une réunion de la sous-commission des droits de l'homme, ouverte à tous les membres de la commission plénière, s'est tenue le 6 septembre 2022 à Berne de 08h30 à 11h00.

- **Appel à candidatures pour rapporteur-e** : a lancé un appel aux candidat-e-s pour qu'elles et qu'ils fassent part de leur intérêt au secrétariat avant la prochaine réunion pour les renvois suivants :
 - i) Nécessité de garantir le libre accès aux documents historiques ([Doc. 15523](#))
 - ii) Menaces d'atteinte à la vie et à la sécurité des journalistes et des défenseurs des droits humains en Azerbaïdjan ([Doc. 15521](#))
 - iii) Réforme de la législation du Royaume-Uni sur les droits de l'homme: conséquences pour la protection des droits de l'homme au niveau national et européen (Décision du Bureau)
 - iv) Arrestation arbitraire de Vladimir Kara-Murza, défenseur russe des droits de l'homme et combattant pour la liberté ([Doc. 15514](#))

- **Proposition à prendre en compte dans le rapport en cours :**

Catastrophe humanitaire provoquée par l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe - pour prise en compte dans le cadre du rapport sur les « Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » ([Doc. 15519](#)) : a pris note que le rapporteur intégrera le sujet de la proposition de résolution susmentionnée dans le rapport en cours tel que proposé par le Bureau ;

- **Réponses du Comité des Ministres aux recommandations émanant de la commission** : a pris note des réponses suivantes :

[Doc. 15528](#), concernant la Recommandation de l'Assemblée 2201 (2021) sur « Les violations des droits de l'homme au Bélarus nécessitent une enquête internationale » ;

[Doc. 15490](#), concernant la Recommandation de l'Assemblée 2202 (2021) sur « L'arrestation et la détention d'Alexeï Navalny en janvier 2021 »,

[Doc. 15493](#), concernant la Recommandation de l'Assemblée 2195 (2021) sur la « Nécessité de renforcer d'urgence les cellules de renseignement financier – Des outils plus efficaces requis pour améliorer la confiscation des avoirs illicites ; et

[Doc. 15489](#), concernant la Recommandation de l'Assemblée 2177 (2020) sur la « Politique en matière de drogues et droits de l'homme en Europe : une étude de référence » ;

- **Le logiciel espion Pegasus et autres types de logiciels similaires et la surveillance secrète opérée par l'État** (*Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC*) : a tenu une audition avec la participation de :

M. Tim Engelhardt, chargé des droits de l'homme, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Genève, Suisse

Mr Lars Patrick Berg, député au Parlement européen, Commission d'enquête chargée d'enquêter sur l'utilisation de Pegasus et de logiciels espions de surveillance équivalents,

et a convenu d'organiser une nouvelle audition avec des victimes de logiciels espions lors d'une prochaine réunion, sous réserve de la disponibilité des fonds, et de l'ouvrir au public ;

- **Convention européenne des droits de l'homme et constitutions nationales** (*Rapporteur : M. George Katrougalos, Grèce, GUE*) : a tenu une audition avec la participation de :

Professeur Helen Keller, Chaire de droit public, droit européen et droit international public, Université de Zurich, Suisse

Mme Simona Granata-Menghini, Secrétaire de la Commission de Venise, Conseil de l'Europe, Strasbourg, France

- **Intervention de la Ministre de la justice et de la police, la conseillère fédérale Mme Karin Keller-Sutter** : a tenu un échange de vues avec la Ministre ;

- **La répression transnationale, une menace croissante pour l'État de droit et les droits de l'homme** (*Rapporteur : Sir Christopher Chope, Royaume-Uni, CE/AD*) : a examiné une note introductive et a décidé de tenir une audition avec des experts lors d'une future réunion (sous réserve de la disponibilité des fonds) ;

– **Questions diverses :**

- Information par le président sur les préparatifs du futur Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement : a pris note des propositions qui seront faites au nom de la commission lors de la prochaine réunion de la commission ad hoc sur le 4^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Conseil de l'Europe prévue le 11 septembre 2022 à Paris ;
- Assemblée régionale européenne (AER) de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, 23-26 octobre 2022, Barcelone, Espagne : a accepté la participation de M. Damien Cottier (Suisse, ADLE) à cet événement, sous réserve de la disponibilité des fonds ;

– **Prochaines réunions :** a confirmé les réunions qui se tiendront le 14 novembre 2022 et le 12 décembre 2022 au bureau de Paris du Conseil de l'Europe :

- pendant la 4^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2022 (10-14 octobre 2022)
- 14 novembre 2022
- 12 décembre 2022

La Sous-commission des droits de l'homme (de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme), réunie à Berne, Suisse le mardi 6 septembre 2022 de 08h30 à 11h00, ouverte à tous les membres de la Commission plénière des questions juridiques et des droits de l'homme, sous la présidence M. Kamal Jafarov, vice-président (Azerbaïdjan, CE/AD), en ce qui concerne :

– **L'impact de la pandémie de covid-19 sur la population carcérale en Europe** (Rapporteur : M. Givi Mikanadze, Géorgie, SOC) : a tenu une audition avec la participation de :

Professeur Marcelo Aebi, École des sciences criminelles, Université de Lausanne, Suisse
Professeur Hans Wolff, Vice-président du CPT (Conseil de l'Europe, Strasbourg, France), Professeur de médecine à l'Université de Genève et médecin-chef aux Hôpitaux Universitaires de Genève, Suisse
Mme Triona Lenihan, Responsable de la politique et du plaidoyer international, *Penal Reform International*, Londres, Royaume-Uni

Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine (Rapporteur : M. Damien Cottier, Suisse, ADLE) : a tenu une audition sur la création d'un tribunal pénal ad hoc pour le crime d'agression avec la participation de :

M. James Goldston, Directeur exécutif, *Open Society Foundations, Justice Initiative*, New York, États-Unis d'Amérique
Professeur Dapo Akande, professeur de droit international public, *Blavatnik School of Government*, Université d'Oxford (en ligne)

- **Prochaine réunion :** la présidente proposera la date de la prochaine réunion.

Günter Schirmer, Guillem Cano-Palomares, Eleanor Hourigan

Copie aux :

Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire
Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
Secrétaire Général du Congrès
Secrétaire du Comité des Ministres
Directeurs Généraux
Directeur de Cabinet de la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe
Directeur du Bureau de la Commissaire aux droits de l'homme
Directeur de la Communication
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe